

LA CROIX

Sur l'immigration, le gouvernement sur une ligne de crête

Par Laurent de Boissieu, le 21/11/2022 à 09h58

Avant une présentation et un examen parlementaire au début de l'année 2023, l'exécutif tente de déminer les débats autour du futur projet de loi sur l'immigration en cherchant à gagner des soutiens à droite sans perdre son aile gauche.



« *Humanité et fermeté* », martèle Élisabeth Borne dès que la question de l'immigration surgit dans l'actualité. Une manière de se placer dans la lignée du célèbre « en même temps » d'Emmanuel Macron.

Projet de loi immigration : un titre de séjour pour pallier le manque de main-d'œuvre

Des paroles aux actes, le gouvernement prépare sa loi sur l'immigration, dont la présentation et l'examen parlementaire sont prévus au début de l'année 2023. Le 6 décembre, il fera devant les députés une déclaration suivie d'un débat. Puis, le 13 décembre, devant les sénateurs. Dès ce lundi 21 novembre, il ouvre une concertation avec les partenaires sociaux, les associations et les forces politiques.

La question des régularisations

L'exécutif le sait bien : texte par texte, il est obligé de dégager à l'Assemblée nationale une majorité d'idée. Ce qui s'annonce plus ou moins facile selon les thématiques. Sur l'immigration, c'est une nouvelle fois avec la droite que le centre espère trouver des compromis.

Loi immigration : un texte à deux visages pour chercher « une majorité »

Comme Olivier Marleix, président du groupe LR, l'avait fait l'été dernier sur la loi pour le pouvoir d'achat, le parti pourrait collectivement écrire à Élisabeth Borne afin d'exposer ses conditions et ses lignes rouges. Parmi celles-ci devrait figurer le refus de toute régularisation d'étrangers en situation irrégulière. « *L'immigration, c'est manichéen : soit on en veut plus, soit on en veut moins* », insiste un député LR.

Or, une des mesures phares annoncées par Gérald Darmanin (ministre de l'intérieur) et Olivier Dussopt (ministre du travail et de l'intégration), le 2 novembre, dans un entretien au *Monde*, est la régularisation des clandestins employés dans un métier dit en tension.

Projet de loi immigration : un titre de séjour pour pallier le manque de main-d'œuvre

Cette liste sert actuellement pour l'immigration professionnelle légale, c'est-à-dire pour faire venir de la main-d'œuvre de l'étranger. « *Il ne s'agit pas d'un plan de régularisation massive, mais d'une étude au cas par cas de gens qui sont déjà sur le territoire national et qui travaillent* », tente de nuancer un conseiller ministériel.

Profiter du contexte interne à droite

Dans la majorité, on se rassure d'ailleurs en misant sur deux données. La première, c'est le contexte de l'élection à la présidence des Républicains, début décembre, qui durcirait provisoirement les positions des candidats face à la pression de la base militante. « *Le Ciotti de la campagne sera-t-il le Ciotti du Parlement ?* », interroge ainsi tout haut un membre du gouvernement. Depuis plusieurs mois, Éric Ciotti – opposé à Bruno Retailleau et Aurélien Pradié – est toutefois dans une stratégie de rapprochement idéologique avec l'extrême droite (préférence nationale ou européenne, suppression du droit du sol au profit du seul droit du sang, etc.). Il est donc difficilement envisageable qu'il cautionne un texte sur l'immigration, ce que ne manquerait pas de dénoncer avec aubaine le Rassemblement national.

Les Républicains : atouts et faiblesses des trois candidats en cartes

La seconde, c'est la diversité au sein de LR. « *Les candidats à la présidence du parti, c'est une chose ; les parlementaires dans leur ensemble, c'en est une autre* », analyse un conseiller Place Beauvau. « *LR c'est qui ? Il y a autant de positions que de députés et de sénateurs* », renchérit un ministre. Bref, le centre en est persuadé : le futur projet de loi, y compris en incluant la régularisation des travailleurs dans un métier en tension, pourrait passer grâce à l'abstention, voire au soutien, d'une partie de la droite. De fait, il n'existe pas de majorité alternative, ni avec la gauche ni avec l'extrême droite.

Ménager l'aile gauche de la majorité

L'exécutif devra néanmoins donner quelques gages d'ouverture à la droite, qui possède une longue liste de revendications en matière d'immigration. Que ce soit sur le nombre de recours en cas de refus d'un titre de séjour ou sur les étrangers faisant l'objet d'une obligation de quitter la France – les fameuses OQTF, que tous les gouvernements peinent à mettre en œuvre.

Meurtre de Lola : les obligations de quitter le territoire, plus faciles à notifier qu'à réaliser

Le tout sans perdre son aile gauche, quantitativement peu nombreuse à l'Assemblée nationale mais qualitativement importante pour incarner le « dépassement » macroniste de la droite et de la gauche. De toute façon, toute voix compte dans le contexte d'une majorité relative. Cette aile gauche est elle-même en pleine restructuration. Olivier Dussopt, qui en est issu, ayant accepté de fondre son mouvement (Territoires de progrès) au sein de Renaissance. Mais une partie de ses troupes souhaite conserver sa spécificité et sa visibilité en se rapprochant de la modeste Fédération progressiste de l'ancien ministre PS François Rebsamen.

De manière informelle, cette aile gauche coordonne son action parlementaire via la messagerie Telegram. La boucle qui sert à coordonner des amendements sur les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pourrait être réutilisée pour le futur projet de loi. Mais l'heure n'est pas à la mobilisation générale. « *Il peut y avoir des clivages au sein de la majorité sur les questions économiques, sociales ou écologiques, mais sur les questions de sécurité et d'immigration il y a aujourd'hui un consensus pour plus de fermeté, sans tomber dans la surenchère* », explique sereinement un de ses représentants. Reste à voir ce qu'il en sera réellement en plein débat parlementaire.

Laurent de Boissieu